GK. - 1 - L. 2460/1.

Conseil d'Etat
LEGISLATION
Raad van State
WETGEVING

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VANDE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 30 octobre 1951, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel "réglant l'administration et le rappel sous les armes des militaires en congé illimité", a donné en sa séance du 18 décembre 1951 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 30e October 1951 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "dat de Administratie en de Wederoproeping onder de wapens der militairen met onbepaald verlof regelt", heeft ter zitting van 18 December 1951 het volgend advies gegeven :

Le Conseil d'Etat propose d'apporter au projet des modifications de forme qui figurent dans le texte ci-après :

De Raad van State stelt voor een aantal vormwijzigingen in het ontwerp aan te brengen; zij zijn opgenomen in de onderstaande tekst :

ARRETE MINISTERIEL PORTANT LE REGLEMENT POUR LES MILITAIRES EN CONGE ILLIMITE.

Le Ministre de la Défense nationale,

Vu la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service, notamment les articles 76 et 84;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

A R R E T E :

Article 1er.-

§ 1er. Le présent arrêté est applicable :

1° aux militaires des forces armées et de la gendarmerie envoyés en congé illimité à l'expiration du terme de service actif, d'un terme d'engagement, d'un terme de rengagement ou d'une période de rappel;

2° aux sous-officiers, caporaux et brigadiers retraités maintenus à la disposition du Ministre de la Défense nationale en vertu de l'article 84 de la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service.

§ 2. Sont également soumis au présent arrêté :

1° les militaires en congé sans solde en attendant leur mise en congé illimité;

.../...

2° les militaires en congé sans solde en attendant leur comparution devant le conseil de guerre.

§ 3. Pour l'application du présent arrêté, l'expression "militaires en congé illimité" comprend, sauf disposition contraire, les militaires dont il est question aux §§ 1er et 2.

CHAPITRE 1er. - OBLIGATIONS DES MILITAIRES EN CONGE ILLIMITE.

Section première.- Dispositions générales.

Article 2.-

§ 1er. Le militaire en congé illimité doit conserver son livret militaire ou document en tenant lieu, le dernier avis de mutation qui lui a été transmis, et, le cas échéant, l'avis de rappel.

En cas de perte, il est tenu d'en aviser immédiatement son chef de corps.

§ 2. Il est interdit à tout militaire en congé illimité de modifier les inscriptions, de procéder lui-même à des inscriptions ou d'arracher des pages des documents militaires dont il est détenteur.

Article 3.-

Le militaire en congé illimité qui va séjourner momentanément hors de sa commune, sans toutefois

quitter le pays, donne à sa famille ou, à défaut, à son bourgmestre, tous les renseignements nécessaires pour qu'on puisse lui faire parvenir sans retard les pièces militaires qui lui seraient adressées pendant son absence.

En aucun cas, il ne peut faire valoir cette absence pour justifier un retard à satisfaire à l'une quelconque de ses obligations.

Article 4.-

Il est interdit au militaire en congé illimité de revêtir ou d'utiliser, sans obligation, tout ou partie des effets et objets militaires qu'il détient.

Article 5.-

Il est interdit au militaire en congé illimité de contracter un engagement dans une armée étrangère.

Section 2.- Autorisation de voyager ou de résider à l'étranger ou au Congo belge et au Ruanda-Urundi.

Article 6.-

Le militaire en congé illimité peut quitter le pays pour une durée maximum de trois mois, à charge pour lui de donner à sa famille ou, à défaut, à son bourgmestre, tous les renseignements nécessaires pour qu'on puisse lui faire parvenir sans retard les pièces militaires qui lui seraient adressées en son absence.

En aucun cas, il ne peut faire valoir cette latitude pour justifier un retard à satisfaire à l'une quelconque de ses obligations.

Article 7.-

§ 1er. Le militaire en congé illimité qui désire voyager à l'étranger, au Congo belge ou au Ruanda-Urundi pendant plus de trois mois, ou qui désire y fixer sa résidence, doit en demander par écrit l'autorisation au chef de corps qui l'administre.

Sauf raisons spéciales, cette demande doit être introduite au moins un mois avant la date du départ.

§ 2. Le militaire sous les armes qui, à l'expiration de son terme de service actif, d'un terme d'engagement ou de rengagement, ou à l'issue d'une période de rappel, désire voyager à l'étranger, au Congo belge ou au Ruanda-Urundi pendant plus de trois mois, ou qui désire y fixer sa résidence, doit en faire la demande par la voie hiérarchique à son chef de corps au moins quinze jours avant son envoi en congé illimité.

Article 8.-

Le militaire en congé sans solde en attendant sa comparution devant le conseil de guerre, ne peut quitter le pays, pour quelque durée que ce soit, sans autorisation de son chef de corps.

.../...

Article 9.-

§ 1er. Le militaire en congé illimité, autorisé à résider ou à voyager pendant plus de trois mois à l'étranger ou au Congo belge et au Ruanda-Urundi, doit se présenter au bourgmestre de la commune où il est inscrit au registre de la population, au moment de quitter le pays.

§ 2. S'il ne fait pas usage, dans les trois mois, de l'autorisation qui lui a été accordée, il doit la renvoyer à son chef de corps.

Article 10.-

Lorsqu'un militaire en congé illimité, autorisé à résider à l'étranger, arrive dans sa nouvelle résidence, il doit, dans les quinze jours qui suivent son arrivée, signaler sa présence à l'agent diplomatique ou consulaire belge de carrière de la juridiction dans laquelle il fixe sa résidence, pour y être inscrit comme militaire belge en congé illimité à l'étranger.

A défaut de se présenter en personne, le militaire s'acquitte de cette formalité par l'envoi d'une lettre recommandée à la poste, à laquelle est jointe son autorisation de résider à l'étranger. Ce document, revêtu du visa de l'agent diplomatique ou consulaire, lui est renvoyé par lettre recommandée à la poste.

.../...

Article 11.-

Le militaire autorisé à résider au Congo belge et au Ruanda-Urundi doit, dans les quinze jours qui suivent son arrivée à sa nouvelle résidence, signaler sa présence au commandant du bataillon en service territorial de la province dans laquelle il fixe sa résidence.

Article 12.-

Lorsqu'un militaire en congé illimité résidant à l'étranger, au Congo belge ou au Ruanda-Urundi, change de résidence, il doit avant son départ en aviser l'autorité à laquelle il a dû signaler sa présence lors de son arrivée par application de l'article 10 ou de l'article 11.

Si sa nouvelle résidence relève d'une autre autorité, l'intéressé doit, en outre, signaler sa présence à cette autorité dans les délais et de la manière prévus à l'article 10 ou à l'article 11.

Article 13.-

§ 1er. Le militaire en congé illimité qui, après avoir voyagé pendant plus de trois mois ou résidé à l'étranger, au Congo belge ou au Ruanda-Urundi, rentre définitivement au pays, doit, dans les quinze jours qui suivent son retour, se présenter au bourgmestre de la commune dans laquelle il fixe sa résidence, informer par écrit son chef de corps de sa rentrée et lui renvoyer son autorisation de s'absenter du pays.

§ 2. Le militaire en congé illimité qui ne retourne plus à l'étranger, au Congo belge ou au Ruanda-Urundi à l'issue d'un rappel sous les armes, doit également se conformer aux dispositions du § 1er du présent article.

Section 3.- Autorisation de prendre un engagement dans la marine marchande.

Article 14.-

Le militaire en congé illimité qui désire prendre un engagement dans la marine marchande sous pavillon belge ou étranger doit en faire la demande par écrit à son chef de corps.

La demande doit être accompagnée d'une attestation d'inscription au "Pool des Marins" pour ceux qui demandent à naviguer sous pavillon belge, ou d'une attestation d'engagement d'une compagnie de navigation pour ceux demandant à naviguer sous pavillon étranger.

Article 15.-

Dès qu'un militaire en congé illimité a reçu l'autorisation de prendre un engagement dans la marine marchande, il est passé au dépôt de réserve de la force navale qui l'administre jusqu'à la fin de ses obligations militaires.

En cas de mobilisation, il reste à la disposition de la force navale.

Article 16.-

Immédiatement après avoir reçu l'autorisation de prendre un engagement dans la marine marchande, l'intéressé fait connaître au dépôt de réserve de la force navale le nom du navire à bord duquel il va naviguer.

S'il change de navire, il en avise ce dépôt en indiquant le nom du nouveau bâtiment.

S'il cesse de naviguer, il renvoie l'autorisation au dépôt et lui fait connaître sa résidence.

.../...

Article 17.-

Les dispositions de la présente section ne s'appliquent pas aux militaires en congé illimité qui font partie du personnel de la navigation intérieure.

Lorsqu'ils désirent quitter le pays, ces militaires sont soumis aux dispositions de la section 2 du présent chapitre.

CHAPITRE II. REVUES D'EFFECTIFS DES MILITAIRES EN CONGE ILLIMITE.

Article 18.-

Le Ministre de la Défense nationale fait connaître chaque année aux autorités intéressées les catégories de militaires en congé illimité qui doivent assister à la revue, ainsi que l'époque à laquelle celle-ci aura lieu.

Article 19.-

Ne sont pas convoqués aux revues :

1° les membres des Chambres législatives;

2° les gradés retraités maintenus à la disposition du Ministre de la Défense nationale;

.../...

3° les militaires en congé illimité autorisés à résider ou à voyager pendant plus de trois mois à l'étranger, ou au Congo belge et au Ruanda-Urundi, ainsi que ceux autorisés à prendre un engagement dans la marine marchande.

Article 20.-

Les militaires qui doivent assister à la revue sont convoqués par les soins du bourgmestre.

Le militaire appose sa signature sur le reçu à détacher de la convocation.

Si la convocation ne peut être remise à l'intéressé, elle doit l'être à une personne demeurant avec lui ou à un voisin qui, dans ce cas, signe le reçu.

Article 21.-

Les militaires qui sont convoqués à la revue doivent s'y présenter, revêtus de leur tenue militaire et porteurs des autres effets et objets militaires qu'ils détiennent.

Ils doivent se munir, en outre, de leur livret militaire ou document en tenant lieu, du dernier avis de mutation et de l'avis de rappel dont ils sont éventuellement détenteurs.

Article 22.-

Lorsque l'intérêt du service l'exige, les militaires en congé illimité qui occupent des emplois dans les administrations de l'Etat, des provinces ou des communes ainsi que dans des services publics ou d'intérêt public, peuvent être dispensés de se rendre à la revue.

.../...

Les chefs de service de ces militaires font parvenir, en temps utile, au commandant de la brigade de gendarmerie, un certificat indiquant les motifs pour lesquels les intéressés ne peuvent assister à la revue.

Article 23.-

§ 1er. Peuvent également être dispensés de se rendre à la revue, les militaires en congé illimité appartenant à l'une des catégories suivantes :

1° les ouvriers quittant habituellement leur résidence depuis le lundi jusqu'au samedi sans rentrer chez eux;

2° les personnes fournissant la preuve que leur présence à la revue en semaine leur causerait un dommage important;

3° les personnes qui, par suite des exigences de leur profession, séjournent à l'époque des revues hors de leur résidence tout en restant en territoire national.

§ 2. La demande de dispense émanant d'un militaire en congé illimité, visé au § 1er, est adressée, au moins huit jours avant la date fixée pour la revue, au commandant de la brigade à laquelle ressortit la commune où il est inscrit au registre de la population.

Cette demande doit être accompagnée d'un certificat du bourgmestre, ainsi que d'un certificat de son employeur lorsqu'il est engagé dans les liens d'un contrat de louage de services.

.../...

Article 24.-

Lorsque le commandant de brigade accorde la dispense, il en avise immédiatement l'intéressé par l'intermédiaire de l'administration communale.

Article 25.-

Le militaire dispensé d'assister à la revue est tenu de se présenter au commandant de brigade dont il relève, au plus tard un mois après la date qui avait été prescrite pour la revue.

Article 26.-

§ 1er. Les circonstances de force majeure qui empêchent un militaire en congé illimité d'assister à la revue, sont constatées dans un certificat délivré par l'administration communale.

Ce certificat est envoyé, sans retard, par le bourgmestre au commandant de brigade.

§ 2. Dans le mois de la date à partir de laquelle les circonstances de force majeure ont cessé d'exister, le militaire doit se présenter au commandant de la brigade dont il relève.

.../...

Article 27.-

Si,après le moment où le bourgmestre est informé de la date de la revue, un militaire déclare son changement de résidence, le bourgmestre lui fait savoir qu'il peut être dispensé d'assister à la revue, à condition de se présenter avant son départ au commandant de brigade.

Article 28.-

Le militaire en congé illimité qui, au moment de la revue, séjourne à l'étranger, au Congo belge ou au Ruanda-Urundi pour moins de trois mois, doit se présenter au commandant de brigade au plus tard un mois après sa rentrée au pays.

Article 29.-

Les militaires en congé illimité autorisés à se présenter au commandant de brigade par application des articles 25, 26, 27 et 28, doivent se munir de leurs effets, objets et documents militaires comme il est prescrit à l'article 21.

Celui qui ne se conforme pas à l'obligation de se présenter au commandant de brigade est considéré comme ayant manqué à la revue.

Article 30.-

Le militaire qui, le jour de la revue, commet une infraction disciplinaire, peut être appréhendé par la gendarmerie et gardé à vue jusqu'à minuit. Un rapport des faits est envoyé au chef de corps par la voie du commandant de district de gendarmerie.

.../...

CHAPITRE III.- RAPPELS SOUS LES ARMES DES MILITAIRES EN CONGE ILLIMITE.

Section 1ère.- Rappels du temps de paix.

Article 31.-

En temps de paix, les militaires en congé illimité, à l'exception de ceux visés à l'article 1er, § 1er, 2°, sont assujettis aux rappels suivants :

1° les rappels ordinaires;

2° les rappels d'urgence;

3° les rappels par mesure disciplinaire.

A. Rappels ordinaires.

Article 32.-

En cas de rappel ordinaire, les militaires en congé illimité doivent rejoindre leur corps aux lieu, date et heure mentionnés sur l'ordre de rejoindre.

Article 33.-

Le militaire en congé illimité autorisé à résider à l'étranger, ou au Congo belge et au Ruanda-Urundi, ne peut être soumis à un rappel ordinaire que sur ordre du Ministre de la Défense nationale.

.../...

Article 34.-

L'autorisation de voyager pendant plus de trois mois à l'étranger, ou au Congo belge et au Ruanda-Urundi, ne dispense pas le militaire qui en bénéficie des rappels ordinaires auxquels il aurait normalement été soumis s'il n'avait pas quitté le pays.

Ceux-ci peuvent être reportés à une date ultérieure, dans les conditions prévues à l'article 35.

Article 35.-

Si, pour des raisons justifiées, un militaire soumis à un rappel ordinaire désire que celui-ci soit reporté à une date ultérieure, il doit en faire la demande par écrit à son chef de corps.

La décision est notifiée au plus tôt à l'intéressé.

B. Rappels d'urgence.

Article 36.-

En cas de rappel d'urgence, les militaires en congé illimité doivent se rendre immédiatement au lieu indiqué sur leur ordre de rappel.

Article 37.-

Les militaires en congé illimité autorisés à résider ou à voyager à l'étranger, ou au Congo belge et au Ruanda-Urundi, ne sont pas rappelés sous les armes.

C. Rappels par mesure disciplinaire.

Article 38.-

Le rappel par mesure disciplinaire d'un militaire en congé illimité se fait au moyen d'un ordre de rejoindre.

D. Dispositions communes aux rappels prévus par la présente section.

Article 39.-

Les ordres de rejoindre et de rappel sont remis aux intéressés par les soins du bourgmestre.

Le militaire appose sa signature sur le reçu à détacher de ce document.

Si l'ordre ne peut être remis à l'intéressé, il doit l'être à une personne demeurant avec lui ou à un voisin qui, dans ce cas, signe le reçu.

Article 40.-

Le militaire rappelé qui, par suite de maladie ou de blessure, ne se croit pas en état de rejoindre à la date fixée, doit se présenter au commandant de brigade de gendarmerie dans le ressort de laquelle se trouve la commune où il réside.

Si son état de santé ne lui permet pas de se déplacer, il est tenu d'avertir le commandant de brigade.

.../...

Dans l'un et l'autre cas, le commandant fait examiner l'intéressé par un médecin militaire ou par un médecin agréé de la gendarmerie.

Article 41.-

§ 1er. Si le certificat délivré par le médecin constate que l'intéressé peut rejoindre son unité, le commandant de brigade l'invite à se conformer à l'ordre de rejoindre ou de rappel.

§ 2. Si le certificat constate que l'intéressé est hors d'état de rejoindre son unité, le commandant de brigade retire l'ordre de rejoindre et prévient le militaire qu'il sera appelé ultérieurement.

Lorsqu'il s'agit d'un rappel d'urgence ou d'un rappel par mesure disciplinaire, l'intéressé conserve l'ordre de rappel ou l'ordre de rejoindre et ses annexes.

Dès son rétablissement, le militaire doit se présenter soit au commandant de la place, soit au commandant de la brigade de gendarmerie, qui inscrit sur l'ordre de rappel ou de rejoindre la nouvelle date du voyage en indiquant le motif du retard.

Section 2.- Rappels de mobilisation.

Article 42.-

En cas de mobilisation, les militaires en congé illimité sont rappelés sous les armes :

1° par la radio;
2° au moyen d'affiches de mobilisation;
3° au moyen d'ordres de rappel individuels.

.../...

Article 43.-

Le rappel par la voie de la radio ou au moyen d'affiches de mobilisation placardées dans les communes, des militaires en congé illimité appartenant à une ou plusieurs catégories déterminées, oblige les intéressés à rejoindre leur corps sans délai et sans attendre la réception d'un ordre écrit et individuel.

Article 44.-

Afin de permettre aux militaires en congé illimité qui appartiennent aux catégories rappelées de répondre immédiatement à un ordre de rappel émis par radio ou annoncé par affiches, les intéressés auront été mis préalablement en possession d'un avis de rappel leur donnant toutes indications utiles à ce sujet.

Article 45.-

Les ordres de rappel individuels confirment l'ordre général émis par radio et affiches, dans le cas du rappel d'une ou plusieurs catégories entières de militaires en congé illimité.

Lorsqu'une catégorie déterminée n'est rappelée qu'en partie, les ordres de rappel individuels sont seuls utilisés.

Article 46.-

Les articles 40 et 41, § 1er et § 2, alinéas 2 et 3, sont applicables aux militaires rappelés qui, par suite de maladie ou de blessure, ne se croient pas en état de rejoindre à la date fixée leur unité.

.../...

Article 47.-

Tous les hommes rappelés doivent rejoindre leur destination par la voie la plus rapide et la plus directe.

Article 48.-

Si, pour une cause quelconque, des trains ne peuvent circuler, les militaires rejoignent par la route ordinaire soit directement leur destination, soit la gare la plus proche où ils peuvent s'embarquer.

Dans les localités, sièges des brigades de gendarmerie, les commandants de district ou de brigade les réunissent en détachement et les font conduire militairement à destination par la route la plus directe.

Article 49.-

Le plus ancien dans le grade le plus élevé des militaires présents dans le train, devient chef de détachement.

Si un transport, commencé par chemin de fer, ne peut continuer par voie ferrée, le chef de détachement agit de la façon prévue à l'article 48 sans préjudice des pouvoirs conférés par cet article aux commandants de district et de brigade.

Article 50.-

Les chefs de détachement, les commandants de district et les commandats de brigade requièrent en cas de besoin, aux lieux d'étapes, les moyens de transport nécessaires ainsi que le logement et la nourriture chez l'habitant. Afin d'accélérer l'arrivée des hommes à destination, ils ont recours aux moyens de transport les plus rapides.

.../...

Article 51.-

§ 1er. A partir du moment où la mobilisation de l'armée est décrétée, les militaires de tout grade voyageant en uniforme, isolèment, en détachement ou en corps, sont admis sans formalité au transport gratuit sur tous les chemins de fer, y compris les chemins de fer vicinaux. Les militaires revêtus d'habits civils jouissent du même droit sur la présentation de leur ordre ou avis de rappel, de leur livret militaire, de leur ordre de marche, de leur titre de congé ou d'une pièce quelconque constatant leur identité.

Les voyageurs civils ne peuvent avoir accès dans les trains que dans le cas où tous les militaires y auraient trouvé place.

§ 2. Les chefs de corps ou les chefs de détachement voyageant par étapes ou par chemin de fer, y compris les chemins de fer vicinaux, ne peuvent être astreints à aucune formalité administrative.

Article 52.-

Les présentes dispositions ne sont pas applicables aux militaires en congé illimité résidant à l'étranger, au Congo belge ou au Ruanda-Urundi, dont le rappel sous les armes fait l'objet d'instructions particulières.

Ceux d'entre eux qui doivent être rappelés au début de la mobilisation en sont avisés dès le temps de paix.

.../...

CHAPITRE IV. - DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Article 53.-

Les militaires en congé illimité considérés comme ayant cessé d'être administrés sont ceux qui, bien qu'ayant toujours des obligations militaires, ne figurent plus sur les contrôles d'aucun corps.

Article 54.-

Ne sont plus administrés par leur corps :

1° les militaires envoyés pour la dernière fois en congé illimité avant le 29 mai 1940 et qui n'ont pas été repris en force par la suite;

2° les miliciens présents sous les armes le 28 mai 1940, envoyés en congé illimité par application de l'arrêté du Régent du 11 février 1946 régularisant, au regard des lois de milice, certaines situations militaires exceptionnelles ou transitoires créées par la guerre de 1940-1945, et qui n'ont pas été repris en force par la suite.

Article 55.-

Les militaires dont il est question à l'article 54 peuvent, sous leur responsabilité personnelle et pour quelque durée que ce soit, voyager à l'étranger, au Congo belge et au Ruanda-Urundi ou prendre un engagement dans la marine marchande, à charge pour eux de prendre toutes dispositions nécessaires pour que les pièces militaires qui leur seraient adressées leur parviennent.

.../...

Article 56.-

L'autorisation de résider à l'étranger ou au Congo belge et au Ruanda-Urundi est accordée, sur demande écrite ou verbale des intéressés, par le commandant de la province à laquelle ressortit leur commune de résidence.

Article 57.-

§ 1er. Les articles 10 et 12 sont applicables aux militaires dont il est question à l'article 54, autorisés à résider à l'étranger.

§ 2. Les articles 11 et 12 sont applicables aux militaires dont il est question à l'article 54, autorisés à résider au Congo belge et au Ruanda-Urundi. En cas de mobilisation, ces militaires sont à la disposition du Ministre des Colonies aussi longtemps qu'ils ne rentrent pas définitivement en Belgique.

CHAPITRE V.- DISPOSITIONS FINALES.

Article 58.-

Les agents diplomatiques et consulaires de carrière, les agents de l'Administration d'Afrique, les bourgmestres, les commissaires maritimes se conforment aux instructions prises pour l'application du présent arrêté ministériel.

.../...

Article 59.-

Sont abrogés :

1° l'arrêté ministériel du 24 mai 1947 réglant l'administration des militaires en congé illimité, ainsi que le règlement qui y est annexé;

2° l'instruction du 31 janvier 1949 réglant l'administration des militaires en congé illimité non régis par le règlement pour les militaires en congé illimité, 1947.

Article 60.-

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Bruxelles, le

MINISTERIEEL BESLUIT HOUDENDE HET REGLEMENT VOOR DE MILITAIREN MET ONBEPAALD VERLOF.

De Minister van Landsverdediging,

Gelet op de dienstplichtwet van 15 Juni 1951, namelijk op de artikelen 76 en 84;

Gelet op het advies van de Raad van State,

B E S L U I T :

Artikel 1.-

§ 1. Dit besluit is van toepassing :

1° op de militairen van de krijgsmacht en de rijkswacht, die, na afloop van de werkelijke diensttermijn, van een termijn van dienstneming of wederdienstneming of van een wederoproepingstermijn, met onbepaald verlof zijn gezonden;

2° op de gepensionneerde onderofficieren, korporaals en brigadiers, die krachtens artikel 84 van de dienstplichtwet van 15 Juni 1951 ter beschikking van de Minister van Landsverdediging worden gehouden.

§ 2. Dit besluit is eveneens van toepassing :

1° op de militairen met verlof zonder soldij in afwachting dat zij met onbepaald verlof worden gezonden;

.../...

2° op de militairen met verlof zonder soldij in afwachting dat zij voor de krijgsraad verschijnen.

§ 3. Voor de toepassing van dit besluit worden, behoudens strijdige bepaling, onder "militairen met onbepaald verlof" verstaan de militairen waarvan sprake in de §§ 1 en 2.

HOOFDSTUK I.- VERPLICHTINGEN VAN DE MILITAIREN MET ONBEPAALD VERLOF.

Afdeling 1.- Algemene bepalingen.

Artikel 2.-

§ 1. De militair met onbepaald verlof bewaart zijn militair zakboekje of als zodanig geldend document, het mutatiebericht dat hem het laatst is overgemaakt en, bij voorkomend geval, het wederoproepingsbericht.

Bij verlies daarvan moet hij zijn korpscommandant onmiddellijk op de hoogte brengen.

§ 2. Het is iedere militair met onbepaald verlof verboden in de militaire documenten die hij bezit vermeldingen te wijzigen, er zelf vermeldingen in te schrijven of er bladzijden uit te scheuren.

Artikel 3.-

De militair met onbepaald verlof die zonder het land te verlaten tijdelijk buiten zijn gemeente gaat

.../...

vertoeven, verstrekt aan zijn familie of, bij ontstentenis van familie, aan zijn burgemeester alle nodige inlichtingen opdat de militaire stukken die hem tijdens zijn afwezigheid mochten worden gezonden, hem zonder verwijl kunnen worden doorgestuurd.

In geen geval kan hij zich op die afwezigheid beroepen om een vertraging bij het voldoen aan een zijner verplichtingen te rechtvaardigen.

Artikel 4.-

Het is de militair met onbepaald verlof verboden, alle of een gedeelte van de militaire kledingstukken en voorwerpen die hij bezit zonder noodzaak aan te trekken of te gebruiken.

Artikel 5.-

Het is de militair met onbepaald verlof verboden, een dienstverbintenis bij een vreemd leger aan te gaan.

Afdeling 2.- Machtiging om in het buitenland of in Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi te reizen of verblijf te houden.

Artikel 6.-

De militair met onbepaald verlof mag voor ten hoogste drie maanden het land verlaten onder verplichting aan zijn familie of, bij ontstentenis van familie, aan

.../...

zijn burgemeester alle nodige inlichtingen te verstrekken opdat de militaire stukken die hem tijdens zijn afwezigheid mochten worden gezonden, hem zonder verwijl kunnen worden doorgestuurd.

In geen geval kan hij zich op deze tolerantie beroepen om een vertraging bij het voldoen aan een zijner verplichtingen te rechtvaardigen.

Artikel 7.-

§ 1. De militair met onbepaald verlof die gedurende meer dan drie maanden in het buitenland, in Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi wenst te reizen of die er zijn verblijfplaats wenst te vestigen, moet bij de korpscommandant van wie hij administratief afhangt schriftelijk een machtiging daartoe aanvragen.

Behoudens bijzondere redenen moet die aanvraag ten minste een maand vóór het vertrek worden ingediend.

§ 2. De militair onder de wapens die na afloop van zijn werkelijke diensttermijn, van een termijn van dienstneming of wederdienstneming of van een wederoproepingstermijn, gedurende meer dan drie maanden in het buitenland, in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi wenst te reizen of die er zijn verblijfplaats wenst te vestigen, moet daarom ten minste vijftien dagen vóór hij met onbepaald verlof wordt gezonden langs hiërarchische weg aanvraag doen bij zijn korpscommandant.

Artikel 8.-

De militair met verlof zonder soldij in afwachting dat hij voor de krijgsraad verschijnt, mag het

.../...

land niet verlaten, voor om het even welke tijd, zonder machtiging van zijn korpscommandant.

Artikel 9.-

§ 1. De militair met onbepaald verlof die machtiging heeft om gedurende meer dan drie maanden in het buitenland of in Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi te reizen of om er verblijf te houden, moet zich, op het tijdstip dat hij het land verlaat, aanmelden bij de burgemeester van de gemeente waar hij in het bevolkingsregister is ingeschreven.

§ 2. Maakt hij van de hem verleende machtiging binnen drie maanden geen gebruik, dan zendt hij ze aan zijn korpscommandant terug.

Artikel 10.-

Wanneer een militair met onbepaald verlof, die machtiging heeft om in het buitenland verblijf te houden, in zijn nieuwe verblijfplaats aankomt, moet hij, binnen vijftien dagen na zijn aankomst, aan de Belgische diplomatieke agent of beroepsconsul van het gebied waarin hij zijn verblijf vestigt, zijn aanwezigheid opgeven om er ingeschreven te worden als Belgisch militair met onbepaald verlof in het buitenland.

Zo de militair zich niet persoonlijk aanmeldt, voldoet hij aan deze formaliteit door het zenden van een ter post aangetekende brief, waarbij de machtiging om in het buitenland verblijf te houden is gevoegd. Door de diplomatieke of consulaire agent geviseerd, wordt hem dat document bij ter post aangetekende brief teruggestuurd.

.../...

Artikel 11.-

De militair die machtiging heeft om in Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi verblijf te houden moet, binnen vijftien dagen nadat hij in zijn nieuwe verblijfplaats is aangekomen, zijn aanwezigheid opgeven aan de commandant van het bataljon in gewestdienst der provincie waarin hij zijn verblijfplaats vestigt.

Artikel 12.-

Wanneer een militair met onbepaald verlof die in het buitenland, in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi verblijf houdt, van verblijfplaats verandert, moet hij dit vóór zijn vertrek laten weten aan de overheid waaraan hij bij zijn aankomst zijn aanwezigheid moest opgeven bij toepassing van artikel 10 of van artikel 11.

Indien zijn nieuwe verblijfplaats tot het gebied van een andere overheid behoort, moet de belanghebbende bovendien zijn aanwezigheid aan die overheid opgeven binnen de termijn en op de wijze voorgeschreven in artikel 10 of in artikel 11.

Artikel 13.-

§ 1. De militair met onbepaald verlof die, na een reis van meer dan drie maanden of een verblijf in het buitenland, in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi, voorgoed in het land terugkeert, moet zich binnen vijftien dagen na zijn terugkeer aanmelden bij de burgemeester van de gemeente waar hij zijn verblijfplaats vestigt, zijn terugkeer schriftelijk aan zijn korpscommandant mededelen en hem zijn machtiging om het land te verlaten terugzenden.

.../...

§ 2. Ook de militair met onbepaald verlof die, bij het einde van een wederoproeping onder de wapens, niet naar het buitenland, naar Belgisch-Congo of naar Ruanda-Urundi terugkeert, moet het voorschrift van § 1 van dit artikel nakomen.

Afdeling 3.- Machtiging om dienst te nemen bij de koopvaardijvloot.

Artikel 14.-

De militair met onbepaald verlof die wenst dienst te nemen onder Belgische of onder vreemde vlag bij de koopvaardijvloot moet daarom aan zijn korpscommandant schriftelijk aanvraag doen.

Bij de aanvraag wordt gevoegd een attest van inschrijving in de "Pool der zeelieden" voor hen die vragen om onder Belgische vlag te varen, of een attest van aanwerving bij een scheepvaartmaatschappij voor hen die vragen om onder vreemde vlag te varen.

Artikel 15.-

Zodra een militair met onbepaald verlof in het bezit is van de machtiging om dienst te nemen bij de koopvaardijvloot gaat hij over naar het reservedepot van de zeemacht, waarvan hij administratief afhangt zolang hij militaire verplichtingen heeft.

In geval van mobilisatie blijft hij ter beschikking van de zeemacht.

.../...

Artikel 16.-

Onmiddellijk nadat hij de machtiging heeft bekomen om dienst te nemen bij de koopvaardijvloot, deelt de belanghebbende aan het reservedepot van de zeemacht de naam mede van het schip aan boord waarvan hij gaat varen.

Verandert hij van schip, dan brengt hij het depot hiervan op de hoogte onder opgaaf van de naam van het nieuwe vaartuig.

Houdt hij op te varen, dan zendt hij de machtiging naar het depot terug onder opgaaf van zijn verblijfplaats.

Artikel 17.-

De bepalingen van deze afdeling zijn niet van toepassing op de militairen met onbepaald verlof die deel uitmaken van het personeel der binnenscheepvaart.

Die militairen vallen, wanneer zij het land wensen te verlaten, onder de bepalingen van afdeling 2 van dit hoofdstuk.

HOOFDSTUK II. - MONSTERING VAN MILITAIREN MET ONBEPAALD VERLOF.

Artikel 18.-

De Minister van Landsverdediging laat ieder jaar aan de betrokken overheden weten welke categorieën van militairen met onbepaald verlof aan de monstering moeten deelnemen, en op welk tijdstip deze plaats heeft.

.../...

Artikel 19.-

Voor de monstering worden niet opgeroepen :

1° de leden van de Wetgevende Kamers ;

2° de gepensionneerde gegradueerden die ter beschikking van de Minister van Landsverdediging worden gehouden ;

3° de militairen met onbepaald verlof die machtiging hebben om gedurende meer dan drie maanden in het buitenland of in Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi te reizen of om er verblijf te houden, alsmede degenen die gemachtigd zijn om dienst te nemen bij de koopvaardijvloot.

Artikel 20.-

De militairen die aan de monstering moeten deelnemen, worden opgeroepen door toedoen van de burgemeester.

De militair plaatst zijn handtekening op het van de oproeping te scheuren ontvangbewijs.

Kan de oproeping niet aan de belanghebbende worden overhandigd, dan wordt zij afgegeven aan een bij hem inwonende persoon of aan een nabuur die, in zodanig geval, het ontvangbewijs aftekent.

Artikel 21.-

De militairen die voor de monstering zijn opgeroepen, moeten opkomen in militaire tenue en met de andere militaire kledingstukken en voorwerpen die zij bezitten.

.../...

Zij moeten bovendien voorzien zijn van hun militair zakboekje of als zodanig geldend document, van het laatste mutatiebericht en van het wederoproepingsbericht waarvan zij eventueel houder zijn.

Artikel 22.-

Wanneer het in het belang van de dienst geboden is, kunnen de militairen met onbepaald verlof die een betrekking bekleden in de Rijks-, provincie- of gemeentebesturen, in de openbare diensten of in de diensten van openbaar nut, van de monstering worden vrijgesteld.

De diensthoofden van die militairen sturen te gelegener tijd aan de commandant van de rijkswachtbrigade een getuigschrift met opgaaf van de redenen waarom de belanghebbenden niet aan de monstering kunnen deelnemen.

Artikel 23.-

§ 1. Van de monstering kunnen eveneens worden vrijgesteld de militairen van een der hiernavolgende categorieën :

1° de arbeiders die hun verblijfplaats gewoonlijk verlaten van de Maandag tot de Zaterdag zonder naar huis te keren ;

2° degenen die aantonen dat zij, door in de week op de monstering aanwezig te zijn, een belangrijk nadeel zouden ondervinden ;

3° degenen die op het tijdstip van de monsteringen beroepshalve buiten hun verblijfplaats vertoeven, doch binnen 's lands grondgebied blijven.

.../...

§ 2. De militairen met onbepaald verlof bedoeld in § 1 richten hun aanvraag om vrijstelling ten minste acht dagen vóór de datum waarop de monstering is vastgesteld aan de commandant van de brigade waaronder de gemeente, waar de belanghebbende in het bevolkingsregister is ingeschreven, ressorteert.

Bij die aanvraag wordt gevoegd een getuigschrift van de burgemeester en, wanneer de militair door een dienstcontract is verbonden, een getuigschrift van de werkgever.

Artikel 24.-

Wanneer de brigadecommandant vrijstelling verleent, laat hij de belanghebbende daarvan onverwijld kennis geven door het gemeentebestuur.

Artikel 25.-

De van de monstering vrijgestelde militair is gehouden zich bij de brigadecommandant van wie hij afhangt aan te melden, uiterlijk één maand na de datum die voor de monstering was vastgesteld.

Artikel 26.-

§ 1. De omstandigheden van overmacht die een militair met onbepaald verlof beletten aan de monstering deel te nemen, worden vastgesteld in een door het gemeentebestuur afgegeven getuigschrift.

De burgemeester stuurt dit getuigschrift onverwijld aan de brigadecommandant.

.../...

§ 2. Binnen de maand na de datum waarop de omstandigheden van overmacht hebben opgehouden te bestaan, moet de militair zich aanmelden bij de brigadecommandant van wie hij afhangt.

Artikel 27.-

Zo een militair de verandering van zijn verblijfplaats aangeeft na het tijdstip waarop de burgemeester van de datum der monstering kennis heeft gekregen, laat deze de militair weten dat hij van de monstering kan worden vrijgesteld mits zich vóór zijn vertrek bij de brigadecommandant aan te melden.

Artikel 28.-

De militair met onbepaald verlof die op het tijdstip van de monstering voor minder dan drie maanden in het buitenland, in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi vertoeft, moet zich bij de brigadecommandant aanmelden uiterlijk één maand nadat hij in het land is teruggekeerd.

Artikel 29.-

De militairen met onbepaald verlof die gemachtigd zijn om zich bij toepassing van de artikelen 25, 26, 27 en 28 bij de brigadecommandant aan te melden, moeten voorzien zijn van hun militaire kledingstukken, voorwerpen en documenten, zoals voorgeschreven in artikel 21.

Wie de verplichting om zich bij de brigadecommandant aan te melden, niet nakomt, wordt geacht niet aan de monstering te hebben voldaan.

Artikel 30.-

De militair die zich op de dag van de monstering aan inbreuk op de tucht schuldig maakt, kan door de rijkswacht gevat en tot middernacht onder toezicht gehouden worden. Verslag over de feiten wordt aan de korpscommandant toegezonden door toedoen van de commandant van het rijkswachtdistrict.

.../...

HOOFDSTUK III.- WEDEROPROEPINGEN ONDER DE WAPENS VAN DE MILITAIREN MET ONBEPAALD VERLOF.

Afdeling 1.- Wederoproepingen in vredestijd.

Artikel 31.-

In vredestijd gelden voor de militairen met onbepaald verlof, met uitzondering van die welke bij artikel 1, § 1, 2°, zijn bedoeld, de volgende wederoproepingen :

1° de gewone wederoproepingen;

2° de spoedwederoproepingen;

3° de wederoproepingen bij wijze van tuchtmaatregel.

A. Gewone wederoproepingen.

Artikel 32.-

In geval van gewone wederoproeping moeten de militairen zich bij hun korps vervoegen op datum, plaats en uur als opgegeven in de oproepingsorder.

Artikel 33.-

De militair met onbepaald verlof, die machtiging heeft om in het buitenland of in Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi verblijf te houden, kan niet aan gewone wederoproepingen onderworpen worden tenzij op bevel van de Minister van Landsverdediging.

.../...

Artikel 34.-

De machtiging om gedurende meer dan drie maanden in het buitenland of in Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi te reizen, kan de militair, wie ze is verleend, niet ontslaan van de gewone wederoproepingen waaraan hij normaal onderworpen zou zijn zo hij het land niet had verlaten.

Die gewone wederoproepingen kunnen onder de bij artikel 35 gestelde voorwaarden tot een latere datum worden uitgesteld.

Artikel 35.-

Indien een militair die aan een gewone wederoproeping wordt onderworpen, om gewettigde redenen verlangt dat deze tot een latere datum wordt uitgesteld, moet hij daartoe bij zijn korpscommandant schriftelijk aanvraag doen.

Van de beslissing wordt de betrokkene zo spoedig mogelijk kennis gegeven.

B. Spoedwederoproepingen.

Artikel 36.-

Bij spoedwederoproeping moeten de militairen met onbepaald verlof zich onverwijld naar de in hun wederoproepingsorder aangeduide plaats begeven.

.../...

Artikel 37.-

De militairen met onbepaald verlof die machtigin hebben om in het buitenland of in Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi verblijf te houden of te reizen, worden niet weder onder de wapens geroepen.

C. Wederoproepingen bij wijze van tuchtmaatregel.

Artikel 38.-

De wederoproeping bij wijze van tuchtmaatregel van een militair met onbepaald verlof wordt door middel van een oproepingsorder gedaan.

D. Bepalingen gemeen aan de in deze afdeling bedoelde wederoproepingen.

Artikel 39.-

De oproepings- en wederoproepingsorders worden door toedoen van de burgemeester aan de belanghebbenden overgemaakt.

De militair plaatst zijn handtekening op het van dat stuk te scheuren ontvangbewijs.

Kan het bevel niet aan de belanghebbende worden overhandigd, dan wordt het afgegeven aan een bij hem inwonende persoon of aan een gebuur die, in zodanig geval, het ontvangbewijs aftekent.

.../...

Artikel 40.-

De wederopgeroepen militair die zich wegens ziekte of verwonding niet in staat acht om zich op de gestelde dag bij zijn eenheid te vervoegen, moet zich aanmelden bij de commandant van de rijkswachtbrigade, waaronder de gemeente waar hij verblijft, ressorteert.

Indien zijn gezondheidstoestand het hem niet mogelijk maakt zich te verplaatsen, is hij gehouden de brigadecommandant te waarschuwen.

In beide gevallen doet de commandant de belanghebbende door een militaire dokter of door een erkend dokter van de rijkswacht onderzoeken.

Artikel 41.-

§ 1. Indien het door de dokter afgegeven attest constateert dat de belanghebbende zich bij zijn eenheid kan vervoegen, wordt hij door de brigadecommandant verzocht zich overeenkomstig de oproepings- of wederoproepingsorder te gedragen.

§ 2. Indien het attest constateert dat de belanghebbende niet in staat is zich bij zijn eenheid te vervoegen, trekt de brigadecommandant de oproepingsorder in en verwittigt hij de militair er van dat hij later zal worden opgeroepen.

Betreft het een spoedwederoproeping of een wederoproeping bij wijze van tuchtmaatregel, dan bewaart de belanghebbende de oproepings- of wederoproepingsorder en de bijlagen.

.../...

Zodra hij hersteld is, moet de militair zich aanmelden hetzij bij de plaatscommandant, hetzij bij de commandant van de rijkswachtbrigade, die op de oproepings- of wederoproepingsorder de nieuwe datum van de reis aantekent onder opgaaf van de reden van het uitstel.

Afdeling 2.- Mobilisatiewederoproepingen.

Artikel 42.-

Ingeval van mobilisatie worden de militairen met onbepaald verlof weder onder de wapens geroepen :

1° via de radio;
2° door mobilisatie-aanplakbiljetten;
3° door individuele wederoproepingsorders.

Artikel 43.-

De wederoproeping via de radio of door mobilisatie-aanplakbiljetten, in de gemeenten uitgehangen, van de militairen met onbepaald verlof die tot een of meer bepaalde categorieën behoren, verplicht de belanghebbenden zich onverwijld en zonder op een schriftelijke en individuele order te wachten, bij hun korps te vervoegen.

Artikel 44.-

Ten einde de militairen met onbepaald verlof, die tot de wederopgeroepen categorieën behoren, in staat te stellen onmiddellijk aan een via de radio of door aanplakbiljetten uitgevaardigde wederoproepingsorder gevolg te geven, worden de belanghebbenden vooraf

.../...

in het bezit gesteld van een wederoproepingsbericht, dat hun hieromtrent alle nodige inlichtingen verstrekt.

Artikel 45.-

De individuele wederoproepingsorders bevestigen de via de radio en door aanplakbiljetten uitgevaardigde algemene order, ingeval een of meer volledige categorieën van militairen met onbepaald verlof weder worden opgeroepen.

Wordt een bepaalde categorie slechts gedeeltelijk wederopgeroepen, dan worden alleen de individuele wederoproepingsorders gebruikt.

Artikel 46.-

De artikelen 40 en 41, § 1 en § 2, tweede en derde lid, zijn van toepassing op de wederopgeroepen militairen die zich wegens ziekte of verwonding niet in staat achten om zich op de gestelde dag bij hun eenheid te vervoegen.

Artikel 47.-

Alle wederopgeroepen manschappen moeten zich langs de snelste en kortste weg naar hun bestemming begeven.

.../...

Artikel 48.-

Indien de treinen om welke reden ook niet kunnen rijden, begeven de militairen zich langs de gewone weg, hetzij rechtstreeks naar hun bestemming, hetzij naar het dichtste station waar zij kunnen afreizen.

In de plaatsen waar een rijkswachtbrigade is gevestigd, worden zij door de district- of brigadecommandanten in een detachement verzameld en langs de kortste weg op militaire wijze ter bestemming gebracht.

Artikel 49.-

Degene die onder de in de trein aanwezige militairen de meeste anciënniteit heeft in de hoogste graad, wordt detachementsaanvoerder.

Indien het vervoer, per spoor begonnen, niet per spoor kan worden voortgezet, handelt de detachementsaanvoerder overeenkomstig het in artikel 48 bepaalde, onverminderd de macht bij dat artikel aan de district- en brigadecommandanten verleend.

.../...

Artikel 50.-

De detachementsaanvoerders, de districtcommandanten en de brigadecommandanten eisen, zo het nodig is, op de etappeplaatsen de nodige vervoermiddelen alsmede huisvesting en voeding bij de inwoners op. Ten einde de aankomst van de manschappen ter bestemming te verhaasten, maken zij gebruik van de snelste verkeersmiddelen.

Artikel 51.-

§ 1. Van het tijdstip af waarop de mobilisatie van het leger is afgekondigd, worden de militairen van elke graad, die in uniform zijnde, afzonderlijk, in detachement of in korps reizen, gratis zonder formaliteiten toegelaten op alle spoorwegen, buurtspoorwegen inbegrepen. De militairen in burgerkledij genieten hetzelfde recht op vertoon van hun wederoproepingsorder of -bericht, hun militair zakboekje, hun marsbevel, hun verlofbrief of enig ander stuk waaruit hun identiteit blijkt.

Burgers mogen slechts op de treinen worden toegelaten ingeval alle militairen er plaats hebben gevonden.

§ 2. De korpscommandanten of de detachementsaanvoerders die reizen per etappen of per spoorweg, buurtspoorweg inbegrepen, kunnen tot geen enkele administratieve formaliteit worden gedwongen.

Artikel 52.-

Deze bepalingen zijn niet van toepassing op de militairen met onbepaald verlof die in het buitenland, in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi verblijf houden, wier wederoproeping onder de wapens bij bijzondere instructies wordt geregeld.

.../...

Degenen onder hen die bij het begin van de mobilisatie moeten wederopgeroepen worden, worden daarvan in vredestijd verwittigd.

HOOFDSTUK IV. - OVERGANGSBEPALINGEN.

Artikel 53.-

Als niet verder administratief afhankelijk worden beschouwd de militairen met onbepaald verlof die, hoewel zij nog militaire verplichtingen hebben, niet meer voorkomen op de stamlijsten van enig korps.

Artikel 54.-

Van hun korps hangen administratief niet meer af :

1° de militairen, voor het laatst met onbepaald verlof gezonden vóór 29 Mei 1940 en die daarna niet weder in de getalsterkte zijn opgenomen ;

2° de op 28 Mei 1940 onder de wapens aanwezige dienstplichtigen met onbepaald verlof gezonden bij toepassing van het besluit van de Regent van 11 Februari 1946 houdende regeling van zekere door de oorlog 1940-1945 in het leven geroepen buitengewone of transitoire toestanden ten opzichte van de militiewetten, en die daarna niet weder in de getalsterkte zijn opgenomen.

Artikel 55.-

De militairen bedoeld in artikel 54 kunnen, onder hun persoonlijke verantwoordelijkheid en voor welke

.../...

duur ook, reizen in het buitenland, in Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi, of dienst nemen bij de koopvaardijvloot, onder verplichting alle nodige schikkingen te treffen opdat de militaire stukken die hun mochten worden toegezonden, hun worden doorgestuurd.

Artikel 56.-

De machtiging om in het buitenland of in Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi verblijf te houden, wordt op schriftelijke of mondelinge aanvraag van de belanghebbenden verleend door de commandant van de provincie waaronder de gemeente van hun verblijfplaats ressorteert.

Artikel 57.-

§ 1. De artikelen 10 en 12 zijn van toepassing op de in artikel 54 bedoelde militairen die machtiging hebben om in het buitenland verblijf te houden.

§ 2. De artikelen 11 en 12 zijn van toepassing op de in artikel 54 bedoelde militairen die machtiging hebben om in Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi verblijf te houden. In geval van mobilisatie, staan die militairen ter beschikking van de Minister van Koloniën zolang zij niet voorgoed naar België terugkeren.

HOOFDSTUK V. - SLOTBEPALINGEN.

Artikel 58.-

De diplomatieke agenten en de beroepsconsuls, de beambten van het Bestuur in Afrika, de burgemeesters, de waterschouten nemen de tot toepassing van dit ministerieel besluit bepaalde voorschriften in acht.

.../...

Artikel 59.-

Opgeheven worden :

1° het ministerieel besluit van 24 Mei 1947 het beheer regelend van de militairen met onbepaald verlof, en het er bij gevoegd reglement ;

2° de voorschriften van 31 Januari 1949 die de administratie regelen van de militairen met onbepaald verlof, die niet beheerd zijn door het reglement voor de militairen met onbepaald verlof, 1947.

Artikel 60.-

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Brussel,

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	J. SUETENS,	premier président du Conseil d'Etat, eerste-voorzitter van de Raad van State,	président voorzitter
	M. SOMERHAUSEN, G. VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat raadsheren van State	
	J. VAUTHIER, F. DUCHENE,	assesseurs de la section de législation bijzitters van de afdeling wetgeving	
	G. PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre de la Défense nationale.

uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Landsverdediging.

Le 1951.

De 1951.

Le Greffier du Conseil d'Etat, De Griffier van de Raad van State,

R. DECKMYN.